L'EST RÉPUBLICAIN
Mercredi 13 novembre 2019

Nancy | Services publics

Une réforme et des inquiétudes

Mobilisation ce mardi, devant le centre des Finances publiques de Nancy : pour les syndicats, le projet de « géographie revisitée » conduirait à un service au rabais. Pour la direction, les changements annoncés seraient contrebalancés par une nouvelle organisation.

Un plan « destructeur » et un service public « low-cost » s'annoncent, selon les organisations syndicales. Photo ER /Patrice Saucourt

Ils dénoncent un « démantèlement » conduisant une « perte de contact de proximité avec le public » : avant une journée nationale d'appel à la grève ce jeudi 14 novembre, les syndicats des Finances publiques étaient présents ce mardi, via deux de leurs représentants, à l'entrée de la Cité administrative de Nancy. Mission du jour : alerter les usagers sur un avenir potentiellement dégradé, et leur faire signer une pétition. Les agents, eux, étant appelés à se prononcer, via une votation, sur le projet gouvernemental en cours. Un projet qui fait donc grincer des dents.

« Sur les 23 trésoreries du département, une quinzaine pourrait fermer d'ici 2022 », affirme Franck Stocker (CGT-FP), citant le cas de la Trésorerie d'Einville-au-Jard **(1)** , la première sur la liste. Selon l'intersyndicale, à cette même échéance, 4 SIP (Services d'impôts aux particuliers) et 4 SIE (Services d'impôts aux entreprises) pourraient également disparaître, à l'ère d'internet et de la dématérialisation. Et qu'importe l'apparition des futures « maison des Services publiques » promises en compensation. « On ne sait pas quand elles ouvriront, ni qui y travaillera ; et il faudra former les agents ! On ne devient pas compétent sur la fiscalité du jour au lendemain… »
À la tête de la Direction départementale des Finances publiques, Dominique Babo affirme en revanche à propos de ces petits centres que « personne ne veut aller y travailler », et qu'ils « ne peuvent pas fonctionner : Einville tourne avec deux agents et un chef de centre, et se trouve à 8 km de Lunéville : ça ne peut pas fonctionner », note le responsable, précisant que « des permanences seront mises en place pour les impôts et autres services à la population ; et pour les collectivités locales, des postes de conseillers aux décideurs locaux seront créés ».

(1) L'Intersyndicale prévoit un rassemblement devant la Trésorerie d'Einville jeudi 14 novembre à 10 h

S.C.